

Handicap : les AESH crient leur détresse et dénoncent leur précarité

Laurent Philippot

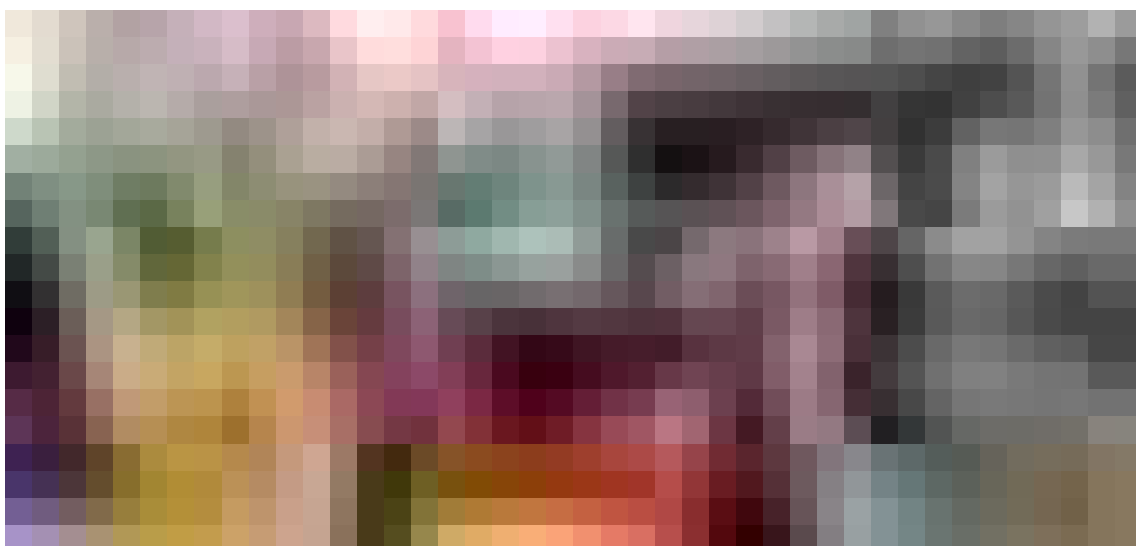
3 minutes

À l'occasion des **seize ans de la loi handicap** ce jeudi, ils sont une vingtaine devant le siège de l'inspection académique à Évreux pour crier leur détresse, *"notre détresse personnelle par rapport à nos salaires et nos conditions d'emploi et par rapport à la dégradation de la qualité de l'accompagnement des enfants porteurs de handicap"* explique Emmanuelle Duval Leseigneur, AESH dans la région de Vernon, et représentante syndicale SNUipp-FSU de l'Eure. La jeune femme le reconnaît, [il y a eu des recrutements mais pas en nombre suffisant](#). *"Les enfants se retrouvent à avoir de moins en moins d'heures d'accompagnement, j'appelle ça du saupoudrage, ça donne bonne conscience, on peut dire qu'on a respecté l'engagement de mettre votre enfant dans une école ordinaire, mais les conditions ne sont pas là pour que cet enfant puisse progresser dans cette école"* dénonce-t-elle.

On se retrouve souvent avec deux enfants dans la même classe, on ne peut pas se séparer en deux pour suivre deux enfants en même temps - Alain Catherin, AESH dans la région de Conches

Des conditions de travail qui se dégradent

Une nouvelle organisation a été mise en place en 2019, avec les PIAL, les pôles inclusifs accompagnement localisés. *"Une nouvelle organisation de travail qui nous oblige à aller dans plein d'établissements"* explique Alain Catherin, un des rares hommes à exercer en tant qu'AESH. ***"On a plein de collègues qui ont démissionné ou qui sont sur le point de le faire ou alors qui sont carrément en dépression"*** poursuit celui qui a créé le [collectif AVS EVS AESH Normandie](#) sur Facebook. Et Alain Catherin d'expliquer que l'an dernier, il avait deux enfants à suivre sur 24 heures dans la semaine, mais depuis le début de l'année *"J'en ai eu sept donc quatre actuellement"*.



Moins de 5% des AESH sont des hommes. Alain Catherin est l'un deux. © Radio France - Laurent Philippot

Les AESH en ont profité pour dénoncer la précarité de leur statut et réclamer une **meilleure formation** car *"accompagner sur le handicap, ça ne s'improvise pas"* avance Emmanuelle Duval Leseigneur ainsi qu'un **"salaire décent"**, actuellement d'environ 800 euros pour 24 heures par semaine.